

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 16/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SUEZ RV DEEE

1 AVENUE ALBERT RAMBOZ
69320 Feyzin

Références : UDR-SSDAS-23-188-EM
Code AIOT : 0006108193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement SUEZ RV DEEE implanté site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV DEEE
- site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin
- Code AIOT : 0006108193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV DEEE réalise une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Les déchets proviennent de professionnels dont 90 à 95 % de grands magasins d'électroniques et flux ménagers de déchetteries.

Le site dispose de 2 lignes de broyage de DEEE : une pour les Gros Électroménagers Froids (GEM-F), une pour les Petits Appareils en Mélange (PAM). Avant broyage, les appareils sont dépollués.

L'exploitant a transmis un Porter à Connaissance (PAC) le 07/10/2022, actualisé le 10/03/2023 et une mise à jour de son Étude de Danger, datée du 12/07/2023. Les différents éléments décrits dans les documents cités précédemment présentent les modifications en cours ou à venir sur le site. Ces dernières consistent à un remplacement de la ligne de traitement GEM-F et à une réorganisation des stockages réalisés. La mise en exploitation de la nouvelle ligne de traitement est prévue au printemps 2024. Parallèlement à l'Inspection décrite dans le présent rapport, l'arrêté préfectoral du site est en cours d'actualisation afin d'encadrer réglementairement les différentes modifications décrites.

L'Inspection du 21/12/2023 décrite dans le présent rapport a été réalisée de manière inopinée. Elle a pour objectif de contrôler le respect de l'avancée des aménagements prévus, la gestion des stockages réalisés et l'instruction de dossiers en cours (PAC, EDD, réexamen IED).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Avancée des aménagements prévus
- Gestion des stockages
- Respect des prescriptions IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan des stockages	Étude de Danger (EDD) du 12/07/2023	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 46	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des stockages : hauteur, organisation	EDD du 12/07/2023	Sans objet
2	Dispositions constructives :	EDD du 12/07/2023	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	localisation, hauteur des murs coupe-feu		
5	Registre des déchets	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 9.1.11	Sans objet
6	PAC du 10/03/2023 - Avancée des travaux	PAC du 10/03/2023	Sans objet
7	Dossier de réexamen IED	Dossier de réexamen IED du 29/07/2019	Sans objet
8	Cessation partielle d'activité ICPE	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-75-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que, du fait des aménagements en cours sur le site et de l'arrêt / travaux des lignes de traitement, les stocks de déchets / produits combustibles présents sur site sont largement inférieurs aux volumes maximaux autorisés.

Les stockages sont réalisés dans des conditions satisfaisantes (hauteur, localisation, etc.).

L'Inspection note la présence de contenants vides (emballages, bidons) stockés à l'entrée du site, sur une zone initialement prévue pour du stationnement.

Ce stockage est réalisé sous la responsabilité de l'exploitant, mais afin d'en assurer la sécurité, l'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de réaliser les actions suivantes :

- indiquer explicitement que cette zone de stockage est réservée uniquement à des emballages et contenants vides,
- matérialiser physiquement cette zone dédiée à un espace de stockage et apposer la signalétique appropriée afin de garantir l'absence de stationnement,
- ne pas dépasser les volumes et / ou surfaces de stockage des rubriques ICPE pouvant être associées (ex : rubrique 2662 - 100 m³ pour le stockage de polymères (plastiques)),
- mettre en place des moyens suffisants de lutte contre l'incendie à proximité de cette zone de stockage et les signaler,
- transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions.

L'Inspection indique à l'exploitant que l'état des matières stockées doit être rendu accessible en permanence pour les services d'incendie et de secours.

L'exploitant reste responsable de la manière dont ces informations sont rendues disponibles.

L'Inspection demande donc à l'exploitant, sous 2 mois

- de décrire et transmettre le protocole (procédure, photographies, etc.) mise en place pour rendre accessible en permanence les informations décrites dans le présent rapport pour les services d'incendie et de secours.

Par ailleurs, l'Inspection a vérifié par sondage l'application des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) relatifs au BREF WT « Traitement de Déchets ». Le dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant le 19/07/2019 est devenu réglementairement opposable depuis le 17/08/2022.

L'exploitant indique à l'Inspection que les aménagements en cours impliquent une augmentation de la consommation électrique du site.

L'Inspection demande donc à l'exploitant d'actualiser son plan d'efficacité énergétique en prenant en compte les aménagements réalisés. Ce document devra être tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des stockages : hauteur, organisation

Référence réglementaire : EDD du 12/07/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de danger
Prescription contrôlée : Hauteur et organisation des stockages
Constats : L'Inspection constate que, du fait de l'arrêt temporaire d'une ligne de traitement et du démantèlement en cours de la seconde ligne ainsi que des aménagements en cours (alvéoles de stockage en cours d'installation), le stock de déchets présents sur site est inférieur au volume autorisé. L'exploitant indique que, lorsque les aménagements seront finalisés, les stockages réalisés correspondront au plan transmis dans l'Étude de Danger du 12/07/2022. L'Inspection constate, à la suite d'un contrôle par sondage, que les conditions de stockage des différents déchets sont réalisés dans des conditions satisfaisantes et respectent la hauteur limite réglementaire (3,8 m pour les stockages de PAM (A1 à A5) et 5m pour les stockages de GEM-F).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives : localisation, hauteur des murs coupe-feu

Référence réglementaire : EDD du 12/07/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives : localisation, hauteur des murs coupe-feu
Prescription contrôlée : Dispositions constructives : localisation, hauteur des murs coupe-feu
Constats : L'Inspection note que le site est en cours de travaux lors de sa visite. Plusieurs alvéoles, décrites dans l'EDD du 12/07/2023, sont en cours d'aménagement et d'autres (A19, A20 et A24) en cours de construction L'Inspection indique que, dans les différents dossiers transmis, il est indiqué que les alvéoles en cours d'aménagement seront d'une hauteur de 2,6 ou 3,3 mètres. L'Inspection note que, sur les premières alvéoles mises en place, les hauteurs de stockage correspondent aux informations transmises par l'exploitant.

En complément, par mail du 28/12/2023 et du 03/01/2024, l'exploitant a transmis des photographies montrant plusieurs alvéoles de stockage. Des blocs bétons coupe-feu sont présents autour de ces dernières. La hauteur exacte des murs coupe-feu pourra faire l'objet d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des stockages

Référence réglementaire : EDD du 12/07/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des stockages

Prescription contrôlée :

Plan des stockages

Constats :

L'Inspection a constaté, qu'en raison des travaux en cours, le stockage réalisé n'est pas totalement conforme aux différents plans transmis par l'exploitant. L'Inspection note par exemple la présence d'un stockage de métaux ferreux broyés hors de l'alvéole spécifique dédié à ce type de stockage. L'Inspection indique néanmoins que la localisation de ce stockage ne représente pas de risques particuliers.

L'exploitant indique que le stockage de ces déchets sera de nouveau réalisé dans les alvéoles prévus à cet effet dès la finalisation des travaux au printemps 2024

L'Inspection rappelle à l'exploitant, que dès la finalisation des travaux, ce dernier devra respecter le plan des stockages transmis correspondant aux aménagements réalisés et aux alvéoles de stockage mises en place.

L'exploitant indique que, dès finalisation des travaux, une vérification des dimensions des alvéoles de stockage réellement mises en place sera réalisée. Une rectification des documents décrivant les alvéoles et leurs dimensions sera, si nécessaire, transmis à l'Inspection.

Par ailleurs, l'Inspection constate la présence d'un stockage de contenants vides (cuves plastiques, bidons, etc.). à l'entrée du site, au Sud des bureaux administratifs, sur une zone initialement prévue pour le stationnement de véhicules légers. L'exploitant indique que cette zone n'est pas dédiée à accueillir ce type de stockage.

L'Inspection indique à l'exploitant que le stockage de ces éléments est autorisé sous conditions de certaines préconisations à mettre en place :

- indiquer explicitement que cette zone de stockage est réservée uniquement à des emballages et contenants vides,
- matérialiser physiquement cette zone dédiée à un espace de stockage et apposer la signalétique appropriée afin de garantir l'absence de stationnement,
- ne pas dépasser les volumes et / ou surfaces de stockage des rubriques ICPE pouvant être associées (ex : rubrique 2662 - 100 m³ pour le stockage de polymères (plastiques)),
- mettre en place des moyens suffisants de lutte contre l'incendie à proximité de cette zone de stockage et les signaler,
- transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions.

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois:

- de transmettre les éléments démontrant de la réalisation des actions citées précédemment.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 28/12/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un état des stocks des éléments présents sur site. Cet état des stocks est daté du 22/12/2023, lendemain de l'inspection. Il contient des informations concernant la typologie des matières selon les alvéoles, les dimensions de l'alvéole / zone de stockage, le tonnage maximum autorisé par l'arrêté préfectoral et le tonnage réel réalisé sur site. Cet état des stocks répond aux dispositions réglementaires.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que l'état des matières stockées doit être rendu accessible en permanence pour les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant reste responsable de la manière dont ces informations sont rendues disponibles.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de décrire et transmettre le protocole (procédure, photographies, etc.) mis en place pour rendre accessible en permanence les informations décrites précédemment pour les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Registre des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 9.1.11
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registre des déchets</p>
Constats :

Par mail du 03/01/2024, l'exploitant transmet à l'Inspection un registre des déchets entrants pour la période du 01/12/2023 au 21/12/2023.

Le registre des déchets contient l'ensemble des informations demandées notamment :

- Date de réception,
- Adresse et identité du producteur de déchets,
- Adresse et identité du transporteur,
- Numéro de BSD,
- Désignation du déchet,
- Quantité de déchets,
- Code déchet,
- Code de traitement.

Ce registre des déchets permet de constater que l'exploitant reste sous les seuils maximaux autorisés pour les différentes typologies de déchets autorisés, que ce soit pour le traitement ou le stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PAC du 10/03/2023 - Avancée des travaux

Référence réglementaire : PAC du 10/03/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Avancée des travaux

Prescription contrôlée :

Avancée des travaux - respect du planning transmis

Constats :

L'Inspection contrôle l'état d'avancement des aménagements et le respect du planning décrits dans le Porter à Connaissance actualisé du 10/03/2023.

L'exploitant indique que plusieurs phases de travaux sont en cours ou finalisées :

- Phase 1 : rehausse de la toiture, extension local BtoB, création auvent S7 (travaux terminés)
- Phase 2 : modification des locaux sociaux (travaux en cours)
- Phase 3 : installation et mise en route de l'alimentation électrique (travaux en cours)
- Phase 4 : désinstallation de la cuve azote et reconstruction du local azote (travaux en cours)
- Phase 5 : désinstallation de ligne GEM-F actuelle (travaux en cours)
- Phase 6 : installation de la nouvelle ligne GEM-F (travaux prévus début 2024).

L'Inspection constate, le jour de sa visite (21/12/2023), que la ligne de traitement GEM-F est en cours de désinstallation. Ainsi, les deux lignes de traitement (GEM-F et PAM) étaient à l'arrêt.

L'Inspection constate que l'exploitant respecte le planning de travaux annoncé. La mise en service de la nouvelle ligne de traitement est prévue au printemps 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Dossier de réexamen IED du 29/07/2019

Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen IED

Prescription contrôlée :

Dossier de réexamen IED

- MTD 8 : fréquence de l'autosurveillance des rejets canalisés

- MTD 29 : VLE associée au paramètre COVT
- MTD 23a) : réalisation d'un plan d'efficacité énergétique

Constats :

L'Inspection questionne l'exploitant sur l'application des directives IED et sur la transmission de son dossier de réexamen datée du 29/07/2019.

L'Inspection indique à l'exploitant, que ce dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé dès à présent, et ce depuis, le 17/08/2022, date à laquelle il est devenu réglementairement opposable.

Ce dossier avait révélé que 3 Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) n'étaient pas ou partiellement mises en place par l'exploitant.

- MTD 8 : fréquence de l'autosurveillance des rejets canalisés

La MTD impose une surveillance semestrielle des rejets canalisés dans l'air. L'exploitant avait indiqué que des consultations étaient en cours afin d'augmenter la fréquence de l'autosurveillance.

- MTD 29 : VLE associée au paramètre COVT

La MTD impose une VLE de 3 à 15 mg/Nm³ pour les rejets liés au COVT. Ces éléments ont été abordés lors de l'instruction des différents PAC décrivant les aménagements en cours. Les VLE seront respectées lors de la mise en service de la nouvelle ligne de traitement.

L'Inspection indique que les aménagements en cours modifient les rejets atmosphériques du site. Ces modifications impliquent que les éléments mentionnés par l'exploitant en 2019 sur les MTD 8 et 29, ne sont plus d'actualité. Les modalités des MTD 8 et 29 étant désormais applicables depuis le 17/08/2022, les éléments visant à les respecter seront mentionnés dans l'arrêté préfectoral réglementant le site qui est en cours d'actualisation.

- MTD 23a) : réalisation d'un plan d'efficacité énergétique

L'exploitant avait indiqué, en 2019, que la formalisation de ce document était en cours.

Par mail du 12/01/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection des extraits du plan d'efficacité énergétique réalisé. Ce dernier indique que les objectifs annuels de consommation fixés en début d'année ne sont pas atteints.

L'exploitant indique à l'Inspection que les aménagements en cours impliquent une augmentation de la consommation électrique du site. Il estime que la consommation électrique actuelle devrait doubler (4 GWh / an).

L'Inspection demande donc à l'exploitant d'actualiser son plan d'efficacité énergétique en prenant en compte les aménagements réalisés. Ce document devra être tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Dans le cadre des futures inspections, l'Inspection sera vigilante au respect des objectifs annuels et actualisés fixés.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Cessation partielle d'activité ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-75-1

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation partielle d'activité ICPE

Prescription contrôlée :

Cessation partielle d'activité ICPE

Constats :

L'Inspection note que le projet VAL' ENERGY, dont le dépôt d'un dossier d'Autorisation Environnementale (DAE) a été annoncé pour le premier trimestre 2024, sera partiellement implanté sur des parcelles faisant actuellement partie intégrante du périmètre ICPE du site de SUEZ RV DEEE (parcelles 69, 72, 77, 78 et 83).

L'Inspection confirme à l'exploitant que ces parcelles font partie de son périmètre ICPE, telles que décrites dans l'article 1.2.3 de son arrêté préfectoral du 22/06/2017.

Par conséquent, la libération du foncier des parcelles et donc les cessations d'activité partielle afférentes doivent être réalisées (conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement) avant la mise en place et l'instruction de tout nouveau projet sur celles-ci.

Type de suites proposées : Sans suite